

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Avant le FMI

DSK et le « socialisme du réel

»

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 15 juillet 2007

Démocratie & Socialisme

« Il faut un socialisme du réel » affirmait DSK, avant de s'inscrire en attente de poste au Fmi, dans un long texte, publié en trois parties dans trois numéros du Nouvel Observateur de mai et juin 2007. Le projet est louable. Le résultat l'est beaucoup moins : ni le socialisme, ni le réel n'ont de place dans ce texte idéologique. Seul, risque de rester réel, le « job » au FMI.

Dans cette contribution, le socialisme est remplacé par un « réformisme sans tabou », « sur le financement des retraites, l'évolution du système de santé, la réforme du marché du travail, la reconfiguration territoriale des services publics ».

La « reconfiguration territoriale des services publics » est devenue la figure de style obligée chez les sociaux libéraux pour remettre en cause les services publics. Quant à l'absence de « tabou », elle ne penche que d'un seul côté : à droite. Déjà en 2005, à l'Université d'été du PS à La Rochelle, DSK avait affirmé que les socialistes devaient être « capables d'utiliser tous les instruments fiscaux sans tabou, y compris les impôts à la consommation » (Le Monde du 15/06/07). Il avait alors plaidé, comme aujourd'hui Fillon pour une « TVA sociale » avant la lettre.

La redistribution des richesses, fondement même du réformisme social démocrate pendant la majeure partie du XXe siècle ne figure, dans les trois articles, que sous forme de question : « Quel partage de la valeur ajoutée » ?

Le réel est lui aussi évacué. L'analyse du capitalisme contemporain n'est même pas esquissée. L'augmentation nettement moins rapide du taux de la productivité du travail, le retour aux formes les plus brutales du capitalisme du XIXe siècle, le déplacement de la demande sociale vers des secteurs où la productivité du travail ne peut progresser que très lentement (santé, éducation, culture...), l'instabilité et la profonde illégitimité de ce système, ne font pas partie du « réel » de DSK.

La mondialisation y est réduite à un mot mais le rôle « réel » de l'Organisation Mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale ou des multinationales qui structurent pourtant le monde dans lequel nous vivons n'ont pas droit de cité dans le texte de DSK. Il n'y dira pas ce qu'un socialiste peut faire à la tête du Fmi : serait-ce parce que, dans le réel, on n'y peut rien faire de socialiste ? Et s'il était annoncé qu'on peut y faire quelque chose de socialiste, sans doute n'aurait on pas le « job ».

Les effets de l'Union européenne libérale, celle de l'Acte Unique, de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice, ne font pas l'objet du plus petit début d'analyse. Alors que, dans les faits, l'Union européenne est le levier de la mondialisation libérale en Europe, elle n'apparaît dans le texte de DSK comme la réponse « à la demande de protection face à la mondialisation ».

En France, au cours des 25 dernières années, c'est près de 10 points des richesses créées chaque année (environ 160 milliards) que les profits ont confisqués aux salaires mais cette donnée fondamentale ne fait pas davantage partie du « réel » de DSK.

Malgré l'annonce introductive de ces trois articles si bien traités par le Nouvel Observateur, le bilan de la gauche au pouvoir ne fait pas non plus partie du « réel » : ni le temps, ni l'espace n'ont d'existence dans le texte de DSK. Le tournant de 1983 n'a jamais eu lieu. Les politiques calamiteuses de Rocard, Cresson et Bérégovoy non plus. Quant au bilan meilleur mais mitigé de Lionel Jospin, il n'en est pas dit un seul mot. Ce qui se comprend assez facilement : la gauche avait, certes, permis la création de 1,8 million d'emplois et permis à 1 million de chômeurs de retrouver du travail mais c'était en complète contradiction avec ce que préconisaient les dogmes libéraux. Alors que les libéraux préconisaient l'euro cher, l'euro était alors bon marché par rapport au dollar. Alors que les libéraux préconisaient la modération salariale, la masse salariale avait augmenté du fait des créations d'emplois et des augmentations du

Smic et des salaires. Alors que les libéraux recommandaient l'augmentation du temps de travail, le gouvernement Jospin avait diminué le temps de travail. Alors que les libéraux privilégiaient le contrat, c'est la loi (malgré toutes ses limites) qui avait imposé les 35 heures au MEDEF. Le solde de la Sécurité sociale était devenu excédentaire : pourquoi ne pas intégrer cette donnée à une vision « sans tabou » du financement de la protection sociale ?

Le texte de DSK prend appui sur la « pensée unique » martelée quotidiennement par les grands médias. Il évacue ainsi, à l'aide de quelques formules stéréotypées, des questions déterminantes. Il dénonce une certaine vision de la lutte de classes qui n'existe que dans ses fantasmes. Il refuse de « s'enfermer dans la seule défense des acquis » mais il se garde bien de préciser s'il faut ou non défendre ces « seuls » acquis. Il condamne le fait de « rejeter frénétiquement l'expérimentation scientifique » et évacue ainsi la question d'un moratoire sur les OGM...

Ce texte « théorique » en trois parties, de DSK, ne s'embarrasse guère de contradictions ou d'incohérences. Il commence ainsi par souligner que « les inégalités ne se réduisent guère » mais finit pas condamner l'« égalitarisme niveleur »... Il oppose « l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire » et « le renforcement de l'encadrement des élèves », comme si les deux mesures répondaient au même problème et que l'allocation de rentrée scolaire n'était pas une réponse, tout à fait insuffisante, à la vie chère.

Pour une société juste

C'est le premier objectif que se fixe DSK. Malheureusement, la vision de la société sur laquelle repose ce premier objectif n'a, là encore, qu'un lointain rapport avec la réalité.

Lorsqu'il reconnaît que « les inégalités ne se réduisent guère », la réalité est bien différente de cet euphémisme frileux : non seulement les inégalités ne se réduisent pas mais elles s'accroissent à une vitesse foudroyante. Entre 1998 et 2005 (Camille Landais - Ecole d'économie de Paris) le revenu moyen par foyer a augmenté de 5,9 % (0,82 % par an). Mais dans le même temps, les revenus des 1 % les plus riches (350 000 foyers) ont augmenté de 19 %. Ceux des 0,1 % les plus riches (35 000 foyers) ont augmenté de 32 % et ceux des 0,01 % les plus riches (3 500 foyers) de 42 %. La société française est devenue une gigantesque machine à redistribuer les richesses vers ceux qui sont déjà les plus riches.

DSK affirme, ensuite, que la nouvelle réalité, c'est celle de « la fragmentation sociale ». C'est une expression qui fait « chic ».

C'est une vision complètement unilatérale de la réalité sociale qui se refuse à prendre en compte deux autres aspects de la réalité beaucoup plus fondamentaux.

Premier aspect de la réalité sociale : l'homogénéisation de la société. Les petits agriculteurs et les petits commerçants qui formaient 50 % de la population active au milieu du XX^e siècle ont progressivement disparu. Corrélativement, le salariat a considérablement augmenté et représente aujourd'hui 91 % de la population active. Non seulement le salariat n'est pas en voie de disparition, mais il s'est considérablement renforcé. Cette montée en force du salariat traduit non une fragmentation de la société mais, au contraire, son homogénéisation.

Deuxième aspect de la réalité sociale : l'homogénéisation du salariat. A l'intérieur même du salariat, ensuite, DSK ne veut voir que les différenciations qui sont à l'oeuvre. Il oublie, d'ailleurs, de préciser, que ces divisions sont, avant tout, le fruit de politiques patronales bien précises : individualisation des salaires, précarisation des contrats, externalisation des productions, multiplication des formes de sous-traitance... Elles n'ont rien à voir avec la

mondialisation mais tout à voir avec les politiques des gouvernements français : croit-on que les 800 000 salariés de la restauration dépendent des contraintes de la « concurrence internationale » ? DSK oublie, également, le rôle de l'Etat qui, même lorsque la gauche était au pouvoir, n'a rien fait pour généraliser le CDI ou réglementer la sous-traitance. Il se refuse à constater que ces différenciations s'accompagnent d'un processus beaucoup plus profond d'homogénéisation. Ce qui prime aujourd'hui, c'est le problème de l'emploi et, de ce point de vue, hormis une poignée de « cadres internationaux » ou de cadres très supérieurs, les cadres sont aujourd'hui dans la même galère que les employés et les ouvriers et ont les mêmes droits à défendre.

DSK, enfin, a une vision complètement figée de l'évolution du capitalisme. Il en est resté au temps où les ouvriers constituaient l'essentiel du prolétariat. Il n'a pas compris que le capitalisme exploitait aujourd'hui le travail intellectuel, de la même façon qu'il exploitait hier le travail manuel. Il n'a pas compris que, dans le capitalisme du troisième âge, prolétariat et salariat, cols blancs et cols bleus, étaient (à une poignée de cadres très supérieurs près) équivalents.

Sur la base de cette analyse, DSK propose néanmoins d'éviter trois écueils et avance trois pistes. Evacuons d'emblée le troisième écueil, il ne présente qu'un intérêt circonstanciel : « faire de la démocratie participative ou du nécessaire dialogue sociale une fin en soi ».

Le premier écueil est plus intéressant : « ignorer la fragmentation sociale en imaginant qu'on peut encore construire un « front de classes » à l'ancienne autour de quelques mots d'ordre anticapitalistes et altermondialistes ». La question n'est plus de construire « un front de classes » puisque le salariat représente aujourd'hui plus de 90 % de la population active. La question est de rassembler ce salariat autour, non de « quelques mots d'ordre » mais d'un programme qui redistribue les richesses, réduise le temps de travail pour faire reculer le chômage de masse, généralise le CDI pour en finir avec la précarité, défende et renforce les services publics, les retraites par répartition, le remboursement à 100 % par l'assurance maladie obligatoire... De ce point de vue, il faut bien reconnaître que DSK se situe plutôt du côté du problème que de celui de la solution, du côté de la fragmentation du salariat plutôt que de son rassemblement.

Le deuxième écueil est tout aussi significatif de l'analyse erronée de DSK et de l'impasse dans laquelle il veut nous conduire lorsqu'il refuse de « capituler devant la société des individus en courant après tous les mouvements sociaux et en se laissant disloquer par toutes les revendications ». Ainsi, pour DSK, les mouvements sociaux correspondent à la « société des individus ». Il faut vraiment ne jamais avoir participé ni même avoir prêté la moindre attention à une grève ou à un mouvement social comme ceux qui s'opposaient au plan Juppé en 1995, à la loi Fillon contre les retraites par répartition en 2003 ou au mouvement contre le CPE en 2006 pour ne pas comprendre que ces actions collectives, solidaires sont justement à l'opposé de la « société des individus ». Nous savons ce que nous a coûté, lors de la dernière élection présidentielle, le refus de prendre en compte les aspirations (majoritaires dans la population) qu'exprimaient ces mouvements sociaux. DSK nous propose de continuer.

Les trois pistes que propose DSK pour sa « société juste » brillent surtout par leur imprécision. Première piste : « la promesse d'un Etat social à nouveau efficace ». Pour y arriver, encore une fois « rien n'est tabou » ce qui signifie, dans la langue de bois des sociaux libéraux, qu'il ne faudra surtout pas remettre en question (comme l'a fait Blair au Royaume-Uni) les lois de la droite et qu'il faudra continuer dans la même direction.

Deuxième piste : « celle d'un nouveau compromis social ». DSK pose à cette occasion la question fondamentale : « quel partage de la valeur ajoutée » ? Mais il se garde bien d'y répondre. L'emploi, le pouvoir d'achat sont donc totalement absents des perspectives ouvertes par DSK.

Troisième piste : « l'égalité réelle, l'égalité des droits ». L'objectif est pertinent mais dépend entièrement de la réponse à la question précédente car sans une toute autre redistribution des richesses qui suppose de s'opposer frontalement au Medef et donc de nous appuyer sur la force du mouvement social, cette « égalité réelle » restera,

comme l'affirme d'ailleurs DSK, une « utopie ».

Pour une nouvelle cohérence économique et sociale

Pour étayer ce deuxième objectif, DSK part d'un constat : « notre modèle social a un coût très élevé alors même que son efficacité dans la lutte contre les inégalités paraît faiblir ». Il ne lui vient pas à l'idée que si l'efficacité de ce modèle social faiblit c'est justement parce que ce modèle social lui-même subit des attaques incessantes : en 1984 et 1992 contre l'assurance-chômage, en 1993 et 2003 contre les retraites par répartition, en 2004 contre l'assurance-maladie, entre 2002 et 2007 contre le contrat de travail et le droit du travail...

Quant à son coût, il n'apparaît « très élevé » que si l'on ne prend pas en compte l'énorme transfert de richesse effectué aux dépens des salaires au cours des 25 dernières années. Avec 160 milliards de plus chaque année, il n'y aurait aucun problème pour financer les retraites, l'assurance-chômage ou l'assurance-maladie.

DSK affirme que le capital est « relativement » rare et le travail « relativement » abondant.

Cette rareté et cette abondance, même relatives, permettraient, selon DSK, de comprendre pourquoi le « capital bénéficie d'une rémunération croissante » et pourquoi « le travail voit son prix baisser ».

L'ennui pour la crédibilité du discours de DSK est que non seulement les capitaux ne sont pas rares mais qu'ils sont pléthoriques. Les capitaux, sont, dans la phase actuelle du capitalisme, beaucoup trop nombreux pour que tous puissent obtenir un taux de profit jugés suffisants par les capitalistes eux-mêmes. Cela tient aux caractéristiques de ce capitalisme que DSK n'a même pas cherché à esquisser : augmentation nettement moins rapide du taux de la productivité du travail que durant les « trente glorieuses » (1945-75), déplacement de la demande sociale vers la santé, l'éducation, la culture... C'est pourquoi le taux d'investissement productif est aujourd'hui à son niveau plancher. C'est pourquoi les capitaux investis en bourse à des fins spéculatives sont pléthoriques et font subir à l'économie mondiale les chocs successifs de crises boursières à répétition. .

Comment DSK peut-il, enfin, affirmer que le travail est « relativement » trop abondant ? Le travail n'est certainement pas trop abondant « relativement » aux besoins élémentaires non satisfaits de plusieurs milliards d'êtres humains. Le travail est « relativement » trop abondant uniquement parce que le capitalisme ne satisfait les besoins humains que dans la mesure où le taux de profit qu'il en retire est suffisant aux yeux des capitalistes. Dans le « capitalisme du troisième âge » dont nous subissons aujourd'hui les effets, cela signifie l'éviction d'un continent entier comme l'Afrique ou la mise au ban de dizaines de millions de salariés réduits au chômage dans les pays développés. C'est pourtant à ce capitalisme-là que DSK nous demande de « nous adapter » en acceptant d'emblée ses dogmes les plus destructeurs : ceux de la rareté du capital et de l'abondance du travail.

Faire reposer l'économie mondiale sur la seule compétitivité est une impasse. C'est le monde de la guerre de tous contre tous. Le marché mondial doit donc être régulé, même si DSK n'a pas un seul mot pour évoquer cette nécessité. (Que fera t il au FMI ?) Sans cette régulation, il est complètement vain de prétendre, comme le fait DSK, vouloir réguler le marché national. La réalité de l'économie mondiale appelle à remettre en question le rôle de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale, des multinationales, des paradis fiscaux et à construire une économie mondiale basée, avant tout, sur la coopération.

DSK a défendu becs et ongles le projet de Constitution européenne qui interdisait toute harmonisation sociale en Europe, toute Europe démocratique et étouffait l'Europe politique dans l'oeuf. Il reconnaît maintenant qu'il faut «

« négocier les premiers éléments d'une Europe sociale » et « garder l'ambition de fonder une Europe politique ». Nous sommes loin des déclarations péremptoires du débat sur le projet de Constitution. Encore faudrait-il en déduire des conclusions sur l'urgence d'une réorientation radicale de la construction européenne avant que la montée de l'exaspération ne fasse voler en éclat l'idée même d'Europe en même temps que l'Europe libérale.

Enfin, DSK insiste sur ce qui est l'essentiel pour lui : « privilégier le contrat aux dépens de la loi ». Cela revient, dans les relations sociales, à donner un droit de veto au MEDEF pour refuser toute avancée sociale. Dans l'état actuel du rapport de forces dans les entreprises privées, seule la loi peut permettre de défendre les droits des salariés. La droite n'a jamais hésité à user de la loi pour défendre les intérêts patronaux. Pourquoi hésiterions-nous à faire de même pour défendre les droits du salariat ?

La nouvelle bataille des valeurs

« Les valeurs elles mêmes ne sont pas épargnées par le mouvement du réel et de l'Histoire » affirme DSK. Il a raison de prendre cette précaution car il est difficile de percevoir en quoi les nouvelles valeurs qu'il propose sont de gauche, même s'il s'agit bien là du troisième et dernier objectif que se fixe son texte.

Pour ceux qui auraient pu croire que le rôle de la gauche était d'être aussi fidèle au salariat que la droite l'était au capital, DSK précise tout de suite ce que sont les nouvelles valeurs des socialistes : « organiser la tension entre le capital et le travail » ! Nul doute que des centaines de milliers de militants s'empareront avec enthousiasme de ces nouvelles valeurs. Ce sera aussi efficace électoralement que « l'ordre juste », le « gagnant-gagnant » ou « donnant-donnant » : pour l'heure, c'est le capital qui prend trop aux salariés et il convient de renverser cette situation.

Le mouvement du réel et de l'Histoire commande donc, pour DSK, à la fois « la nécessaire régulation du capitalisme » et la « nécessaire promotion des entrepreneurs ». Mais où situer le compromis entre les deux ? Nous n'en saurons rien. DSK affirme que « nous avons appris de nos succès, de nos erreurs et de nos oublis » mais visiblement, il n'a appris que de ses oublis puisqu'il ne tire aucun bilan des 35 dernières années durant lesquelles la régulation du capitalisme a reculé à pas de géant. Le Système monétaire international mis sur pied en 1944 a fait faillite en 1971 et la monnaie n'est plus aujourd'hui qu'une marchandise dont la valeur est fixée par le marché. Les services publics disparaissent sous les coups de boutoir de l'Union européenne et des gouvernements de gauche comme de droite depuis le début des années 1990. Le contrat de travail, fruit de plus d'un siècle et demi de lutte, est vidé petit à petit de son contenu protecteur. Le Fmi a asséché, détruit les économies de nombreux pays, comme l'Argentine dont le cas est dans toutes les mémoires.

DSK s'attaque curieusement à « l'égalitarisme niveleur ». Est-ce le risque de notre temps ? Est-ce la question dans un pays où les inégalités ne cessent de se creuser ? Il lui reproche de brider « les talents des plus doués » et de « refuser aux plus mal lotis l'opportunité de progresser à leur rythme ». On croit avoir déjà entendu cela dans la bouche de Sarkozy. Les conséquences de cette conception sont connues : des programmes scolaires différenciés selon les milieux sociaux et l'autonomie des universités. En quoi ces valeurs se différencient-elles de celles de la Droite ?

DSK réaffirme sa conception républicaine de la nation et son « attachement viscéral » à la laïcité. C'est positif mais un peu court. DSK, en effet, n'a pas un seul mot pour critiquer la Constitution de la Ve République, les pouvoirs exorbitants qu'elles attribuent à son président, la personnalisation de la politique qui dépolitise les personnes, le rôle subordonné du Parlement, le mode d'élection particulièrement anti-démocratique des sénateurs ou la concentration des grands médias aux mains d'une poignée de capitalistes.

Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche